

# LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

CONFINEMENT PARTIEL DE 23 HEURES À 6 HEURES DU MATIN DANS 29 WILAYAS :

## Satisfaction chez les citoyens, mais...



Les horaires du confinement partiel à domicile, mesure prise par les pouvoirs publics pour empêcher la propagation du coronavirus (Covid-19), ont été réaménagés dans 29 wilayas du pays et ce, jusqu'au 29 Août en cours. Ces nouveaux horaires s'étaleront désormais donc de 23 h 00 à 6 h 00 le lendemain, pour les 29 wilayas concernées. (Lire en Page 3)

● SECOURSES TELLURIQUES À MILA :

**Panique, affolement parmi la population, des habitations effondrées et d'autres lézardées** (P4)

● KAMAL BELDJLOUD :

**" Urger l'opération de recensement des familles sinistrés "** (P4)

● EXPLOSION DE BEYROUTH :

**Où est passé le navire ayant apporté le nitrate d'ammonium à Beyrouth ?** (P16)

● OUARGLA:

**Réception de deux hôpitaux à Touggourt avant la fin de l'année** (P16)

● AVEC LA RÉOUVERTURE DES FRONTIÈRES TERRESTRES, AÉRIENNES ET MARITIMES :

## Le taux de change de devise pourrait augmenter spectaculairement

 (P3)

**NAPEC**  
North Africa  
Petroleum Exhibition & Conference

+213 550 498 001 +213 770 610 801  
pic@napec-dz.com contact@napec-dz.com  
www.napec-dz.com

**NAPEC 2020**

10<sup>th</sup> NORTH AFRICA PETROLEUM EXHIBITION & CONFERENCE

**06th-09th September 2020**

at Oran International Convention Center, Algeria



ANNIVERSARY

NAPEC est le plus grand salon professionnel international des hydrocarbures et de l'énergie en Afrique et en Méditerranée

27150 Attendees  
680 Exhibitors  
16000 Exhibition Space  
1500 Delegates  
135 Speakers  
50 Countries

## Un Libanais et sa fille tués par balle à Téhéran



**S**elon l'agence de presse iranienne Mehr, un professeur d'histoire libanais avec sa fille étaient dans un véhicule dans la soirée du 7 août lorsque quelqu'un leur a "tiré dessus quatre fois du côté du conducteur". Un Libanais et sa fille ont été tués par balle le 7 août dans le nord de Téhéran par un assaillant inconnu, a rapporté samedi l'agence de presse iranienne Mehr. Les victimes sont "Habib Daoud, 58 ans, et sa fille Maryam, 27 ans". Ils "ont été assassinés vers 9H00 (16H30 GMT) par un motard", a indiqué l'agence, précisant que l'attaque avait eu lieu à Pasdaran, une rue chic de la capitale. Citant une source au sein de la police de Téhéran, Mehr rapporte que les deux victimes étaient dans un véhicule lorsqu'on leur a "tiré dessus quatre fois du côté du conducteur". M. Daoud était un professeur d'Histoire, selon l'agence, qui n'a pas donné plus de détails sur l'identité des victimes. La police n'a fait aucun commentaire officiel à ce stade, indique l'AFP.

## Le maire d'une ville italienne découvre un trésor gardé dans la banque depuis 30 ans

**L**e maire de la ville italienne de Marino a fait part à Sputnik de son étonnement lorsqu'il a appris que son prédécesseur avait placé à la banque 50 lingots d'or, destinés aux footballeurs ayant participé à la Coupe du monde de 1990. Et qu'ils y sont restés pendant toutes ces années. Les autorités de la ville italienne de Marino ont découvert, à leur grande surprise, 50 petits lingots d'or qui dormaient dans un coffre-fort spécial depuis la Coupe du monde 1990. "J'avoue, quand j'ai ouvert deux cartons remplis d'or, je me suis senti comme un garçon qui a trouvé des trésors de pirates", a confié à Sputnik le maire de la ville, Carlo Colizza. Pour percer l'ironie de l'histoire, il faut remonter le temps: en 1990, l'Italie accueillait la 14e Coupe du monde de football. Le pays espérait en sortir vainqueur mais n'a reçu que la médaille de bronze. Dans le même temps, le maire de la ville de Marino, Giulio Santarelli, avait ordonné de concevoir 50 lingots d'or, pesant chacun 25 grammes, dans le cadre d'une campagne de soutien inédite. Il était prévu de les offrir aux joueurs, entraîneurs et spécialistes techniques de l'équipe lors d'une cérémonie solennelle. Or, faute d'entente entre le maire et l'entraîneur de la Squadra Azzurra, l'or n'a jamais été remis à ses destinataires et s'est retrouvé à la banque dans un coffre-fort qui appartenait à la mairie. L'histoire n'a été dépoussiérée que quand l'ex-maire l'a racontée à un journal local. M. Colizza a reconnu ne pas y avoir cru au début, mais a tout de même donné l'ordre de vérifier. Il a découvert que le coffre-fort existait vraiment. "C'était incroyable. Il y a quatre ans, j'ai été élu maire de Marino, mais jamais je n'avais entendu parler de cette histoire. En conséquence, avec les employés de la banque, nous avons ouvert le coffre, en filmant, et y avons trouvé deux boîtes en carton. Je les ai ouvertes, et il y avait 50 boîtes blanches avec des lingots, chacune avec le nom de la personne à qui le cadeau était destiné en relief", s'est exclamé M. Colizza.



## Les mesures US contre TikTok et WeChat font craindre "un morcellement de l'Internet"

**U**ne interdiction des populaires applications mobiles chinoises TikTok et WeChat aux États-Unis pourrait fragmenter encore plus un Internet mondial déjà fragile, redoutent des spécialistes du secteur. Les craintes se sont renforcées cette semaine après des décrets de Donald Trump interdisant d'ici à 45 jours toute transaction "des personnes sous juridiction américaine" avec ByteDance, la maison mère chinoise de TikTok, et Tencent, propriétaire de la plateforme WeChat. Prises sous couvert de menace à la sécurité nationale, malgré l'absence de preuves tangibles, ces restrictions vont à l'encontre de l'idéal américain de longue date d'un internet global et ouvert et pourraient inciter d'autres pays à imiter les États-Unis, jugent des experts.



"C'est véritablement une tentative de fragmenter l'internet et la société globale de l'information selon une ligne de fracture américano-chinoise et d'exclure la Chine de l'économie de l'information", a déclaré à l'AFP Milton Mueller, professeur à la Georgia Tech University et fondateur du Internet Governance Project. Selon M. Mueller, cette démarche vise à "créer un pare-feu occidental", qui serait appliqué de manière globale via les sanctions économiques américaines et s'apparenterait au "Great Firewall" chinois - jeu de mot sur la "Grande Muraille" ("Great Wall") de Chine et le pare-feu ("firewall").

## Elle trouve un sac poubelle contenant 16.000 euros



**U**ne Autrichienne a trouvé puis remis à la police un sac poubelle rempli d'argent. Au total, il contenait environ 16.000 euros, relate le journal autrichien Kronen Zeitung. Une femme de 26 ans a découvert 16.000 euros dans un sac poubelle en plastique noir abandonné sur une route du district de Vöcklabruck, en Haute-Autriche, alors qu'elle y passait en voiture, a annoncé le journal Kronen Zeitung. La femme a d'abord pensé que quelqu'un avait jeté illégalement des ordures sur la route. Mais quant elle a essayé de mettre le sac dans sa voiture, elle a constaté qu'il était plein de billets et de pièces de monnaie. Elle s'est immédiatement rendue au commissariat où elle a signalé sa découverte, précise le journal. Il s'est avéré plus tard que l'argent appartenait à un homme de 28 ans. Celui-ci devait transporter plusieurs sacs d'un restaurant dont celui où il a mis l'argent. Il a fait une escale dans une forêt près du village de Holzleithen, à Ottnang am Hausruck, pour déplacer certains objets dans sa voiture et a posé brièvement le sac contenant l'argent à côté du véhicule. Il a ensuite continué sa route, mais oublié le pactole, explique Kronen Zeitung. Lorsqu'il s'en est rendu compte, il est allé voir la police, qui a rendu l'argent à son propriétaire.

## Deuxième interception d'un avion militaire US en 24h près du territoire russe

**L**a Défense russe a fait état d'un deuxième cas d'interception d'un avion militaire américain à proximité de la frontière russe en une journée. Cette fois, c'est un bombardier stratégique qui s'est approché du territoire russe en survolant la mer d'Okhotsk. Trois chasseurs russes Sukhoi Su-35 ont intercepté et escorté un bombardier stratégique américain au-dessus de la mer d'Okhotsk, a annoncé vendredi 7 août le Centre national russe de gestion de la défense. L'avion a été repéré alors qu'il survolait les eaux internationales du Pacifique et s'approchait de la frontière russe. "Trois chasseurs Su-35 faisant partie des forces de défense antiaérienne de la région militaire de l'Orient ont décollé à tour de rôle pour intercepter la cible qu'ils ont identifiée comme un bombardier stratégique B-1B de l'Armée de l'air américaine. Ils ont escorté le bombardier au-dessus de la mer d'Okhotsk", a indiqué le centre dans un communiqué. Le vol des avions russes s'est déroulé "en stricte conformité avec les normes internationales", est-il précisé. La mission des chasseurs russes a permis "d'éviter la violation de la frontière d'État par le bombardier stratégique B-1B américain". Les Su-35 ont regagné leur base après que l'avion américain s'est éloigné de la frontière. Il s'agit du deuxième cas d'interception d'un avion militaire américain près du territoire russe en un jour et de la onzième depuis début juillet. Un Su-27 a intercepté ce 7 août deux avions-espions -un avion de reconnaissance stratégique RC-135 de l'US Air Force et un aéronef de patrouille maritime P-8A Poseidon de l'US Navy- au-dessus de la mer Noire. Le 5 août, un RC-135 et un P-8A Poseidon américains avaient été déjà interceptés au-dessus de la mer Noire par un Su-27 russe.

CONFINEMENT PARTIEL DE 23 HEURES À 6 HEURES DU MATIN DANS 29 WILAYAS :

# Satisfaction chez les citoyens, mais...

PAR : SAÏD B.

**Les horaires du confinement partiel à domicile, mesure prise par les pouvoirs publics pour empêcher la propagation du coronavirus (Covid-19), ont été réaménagés dans 29 wilayas du pays et ce, jusqu'au 29 Août en cours.**



Ces nouveaux horaires s'étaleront désormais donc de 23 h 00 à 6 h 00 le lendemain, pour les 29 wilayas concernées. Mais, il faut bien avertir nos concitoyens qu'il faut rester toujours vigilant et appliquer les mesures et protocoles sanitaires en vigueur pour éviter un retour à la progression de cette pandémie mortelle qu'est le coronavirus. Ainsi, le

Premier ministre, Abdelaziz Djerad a signé un décret exécutif qui prévoit de modifier les délais du confinement partiel du 9 au 29 août au niveau national. Cela vient en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, commandant suprême des forces armées et du ministre de la Défense nationale, qu'il a décidé lors de la réunion du Conseil suprême de sécurité tenue le 3 août, et après consultation du Comité scientifique du suivi de l'évolution de la pandémie de coronavirus, Covid-19, et de l'Autorité sanitaire. Selon le Premier ministre, la mesure a été prise dans le cadre de l'effort progressif et flexible des pou-

voirs publics pour gérer la crise sanitaire. Les wilayas concernées par ces nouveaux horaires sont : Boumerdès, Souk Ahras, Tissemsilt, Djelfa, Mascara, Oum El-Bouagui, Batna, Bouira, Relizane, Biskra, Khenchela, M'sila, Chlef, Sidi Bel-Abbes, Médéa, Blida, Bordj Bou Arreridj, Tipaza, Ouargla, Bechar, Alger, Constantine, Oran, Sétif, Annaba, Béjaïa, Adrar, Laghouat et El Oued. D'autre part, il y a lieu de noter le maintien de la prérogative donnée aux walis de prendre, après accord des autorités compétentes, toutes les mesures qu'exige la situation sanitaire de chaque wilaya, notamment l'instaura-

tion, la modification ou la modulation des horaires, de la mesure de confinement à domicile partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs communes, localités ou quartiers connaissant des foyers de contamination. Il y a aussi le maintien de la prérogative donnée aux walis d'accorder, en cas de nécessité ou pour les situations exceptionnelles, des autorisations de circuler. Ainsi, la levée ou le maintien du régime du confinement dépend de l'ampleur de l'évolution de la situation épidémiologique, dont la stabilité peut permettre aux pouvoirs publics d'adopter des mesures complémentaires pour y remédier.

**LEVÉE DE L'INTERDICTION DES VOITURES PRIVÉES ENTRE LES WILAYAS**  
D'autre part et toujours dans ce même ordre d'idées de la révision des horaires du confinement, le Premier ministre a décidé, également de lever la mesure visant à empêcher le tra-

fic de véhicules privés en provenance et à destination des 29 wilayas concernées par le confinement partiel. Selon un communiqué du Premier ministre, il a été décidé la reconduction de la mesure de suspension de l'activité de transport urbain des personnes publiques et privées durant les week-ends dans les 29 wilayas citées précédemment. Le gouvernement renouvelle ses appels aux citoyens pour qu'ils restent vigilants et continuent à se conformer strictement et de manière responsable aux mesures d'hygiène, de mise à distance physique et de protection, qui restent la solution la plus appropriée pour enrayer cette épidémie. Celui-ci intervient, en application des instructions du président de la République, qu'il a formulées lors de la réunion du Conseil suprême de sécurité tenue le 3 août 2020, et après consultation du comité scientifique pour suivre l'évolution de la pandémie de coronavirus, et de l'autorité sanitaire.

S. B.

AVEC LA RÉOUVERTURE DES FRONTIÈRES TERRESTRES, AÉRIENNES ET MARITIMES :

## Le taux de change de devise pourrait augmenter spectaculairement

PAR : MED WALI

Des experts et analystes économiques ont présenté une lecture économique du niveau du taux de change, en particulier la reconversion de la monnaie unique européenne (euro), en dinar algérien dans la période à venir qui comprend deux hypothèses directement liées à la situation sanitaire et à la propagation du virus corona. Aussi, l'ouverture des frontières terrestres, aériennes et maritimes pourrait porter le prix d'un euro à 250 dinars, surtout en l'absence des sommes que les immigrés injectaient sur le marché, pendant chaque vacance. Le taux de change du dinar en devise pourrait augmenter de manière spectaculaire dans la période à venir, si les frontières terrestre, aérienne et maritime seront réouvertes, et ce, pour la simple raison que la demande de l'euro sera très forte, cette hypothèse sera renforcée par une éventuelle pénurie de devise sur le marché parallèle notamment. En sus, les facteurs évoqués précédemment, le taux de change de 1 euro pourrait atteindre 250 DA (25 000 DA pour un billet de 100 euros), un niveau sans précédent,



selon les analyses avancées par les experts en économie. En revanche, il y a une autre hypothèse qui peut affecter les prix de l'euro face au dinar ! Il s'agit de la baisse des prix de l'euro, après une période de stabilité, il y a plusieurs mois, en raison de la fermeture continue des frontières. Dans ce cas, la demande de devises continuera de baisser, avec l'absence de saison pour le Hajj et la Omra, les vacances etc... Le prix de la monnaie unique baissera par

rapport au dinar, et il pourra atteindre 180 dinars pour 1 euro (18 000 dinars pour un billet de 100 euros). Les prix des devises par rapport à la monnaie nationale sont stables sur le marché parallèle depuis plusieurs mois, en raison du flou de la scène liée au coronavirus, et de la non-ouverture des frontières, et ils sont restés au niveau de 190 dinars pour 1 euro et 175 dinars par dollar.

M.W.

## LA CONJONCTURE

Par A. Mebtoul

### Face à l'épidémie du coronavirus : panique au niveau des bourses et fortes inquiétudes sur les perspectives de l'économie mondiale 2020/2021

Comparable à une catastrophe naturelle, face à l'épidémie du coronavirus et devant la gérer en tant que telle, l'économie mondiale connaît en ce mois de mars 2020, trois chocs, un choc de l'offre avec la récession de l'économie mondiale, un choc de la demande du fait de la psychose des ménages, et un choc de liquidité où la majorité des banques centrales abaissent leur taux directeurs. Selon Euler Hermes, la baisse des exportations mondiales se chiffrerait à 320 milliards de dollars de biens et de services pour le seul trimestre 2020, et la crise en Chine, représentant 17% du PIB mondial, se répercute sur les chaînes d'approvisionnement, en particulier sur les marchés émergents dont la part dans le PIB mondial est presque deux fois plus importante qu'en 2003. Cette crise aura à l'avenir un impact sur toute l'architecture des relations internationales. Cette présente contribution est la synthèse de mes différentes rencontres internationales sur ce sujet avec de nombreux experts étrangers en énergie, fin février, début mars 2020.

En plus des tensions commerciales entre l'Union européenne et les États-Unis ainsi que les complications liées au Brexit, l'annonce par le président américain de la suspension pour 30 jours de l'entrée aux USA de tout étranger ayant séjourné en Europe afin d'endiguer la pandémie de coronavirus et l'Arabie Saoudite après l'échec de l'OPEP à Vienne d'augmenter sa production ont fait plonger les cours de pétrole. Ce pays a décidé d'augmenter sa production d'au moins 2,5 millions de bps pour atteindre un niveau record de 12,3 millions bps à partir d'avril 2020, plus de 13 millions avant fin 2020, suivi des Emirats, un million de barils/j. Cela explique la chute brutale de toutes les bourses mondiales le 12 mars 2020, les marchés ne croyant plus à une réponse économique et financière efficace face à une pandémie qui ferme les frontières, les usines et les écoles. Face aux difficultés économiques, la Banque mondiale prévoit jusqu'à 12 milliards de dollars pour soutenir les systèmes de santé et les économies des pays en développement affectés. La Chine a débloqué 43 milliards de dollars pour aider ses entreprises, le Japon quatre milliards de dollars, l'Angleterre 35 milliards d'euros et l'Italie 25 milliards d'euros. En ce mois de mars 2020, les États-Unis, la FED a baissé ses taux d'intérêts d'un demi-point et la Grande-Bretagne, une baisse de ses taux qui passent de 0,75% à 0,25% pour faciliter l'accès au crédit des acteurs économiques. En France, le gouvernement a mis également des mesures d'aide pour les entreprises, souhaitant une action européenne coordonnée, l'Union européenne a annoncé un fonds d'investissement de 25 milliards d'euros (essentiellement des fonds existants).

SECOUSSES TELLURIQUES À MILA :

# Panique, affolement parmi la population, des habitations effondrées et d'autres lézardées

PAR : ABDELOUAHAB  
FERKHI

**Les habitants de plusieurs communes de la wilaya de Mila, particulièrement ceux du chef-lieu, se sont réveillés ce vendredi matin sous le choc d'un séisme de moyenne magnétique estimée à 4.9 sur l'échelle ouverte de Richter. C'était 7 heures passées lorsque la terre a tremblé et un bruit d'explosion a retenti, les habitants qui se sont affolés sont sortis de leurs maisons dont plusieurs parmi elles ont été affectées de fissures au niveau d'autres communes.**

L'épicentre de cette secousse tellurique a été déterminé à quelques kilomètres de Mila, dans la commune de Hamala, au nord de Mila, où se dresse le barrage géant de Béni-Haroun. Le wali de Mila a rassuré les habitants que les autorités locales ont mobilisé tous les moyens matériels et humains pour soutenir les sinistrés surtout ceux de la cité Benrezig dit El Kherba où des dégâts matériels ont été déplorés. La Protection civile a installé des tentes au niveau du terrain du stade Belkacem Belaïd de Mila. Fort heureusement, aucune perte humaine n'a été déplorée, mais la panique est de plus en plus amplifiée par une seconde secousse qui a été ressentie vers midi de la même journée.

#### 4 CONDUITES D'EAU POTABLE AFFECTÉE:

Ces secousses ont eu à affecter quatre conduites d'adduction et d'alimentation d'eau potable à partir des eaux du grand barrage de Béni-Haroun. Cela aura généré une coupure d'eau potable au niveau de dix communes pour une durée indéterminée, jusqu'à la fin des travaux d'entretien. Les communes concernées, selon l'ADE de Mila sont : Mila-Zeghaïa -Oued-Endja-Grarem-Gouga- Sidi-Merouane-Ahmed Rachedi-Rouached-Ferdjioua-Tiberguent-Béni-Guecha. Les

habitants doivent supporter le manque d'eau durant quelques jours et espérons que les services municipaux respectifs les auront aidés par la distribution de l'eau via des citernes afin de les soutenir en ces temps de chaleurs et de Covid-19 nécessitant une propreté exceptionnelle.

#### LA CITÉ BENREZIG DIT EL KHERBA, LE QUARTIER LE PLUS SINISTRÉ:

Après la vieille ville de Mila, le vieux Mila, où des bâtisses antiques ont été lézardées et même il y a celles qui se sont effondrées sans aucune perte humaine, la cité la plus sinistrée est la cité Benrezig (El Kherba Inférieur) où deux maisons se sont complètement effondrées et plusieurs ont été affectées de fissures graves classées en zone rouge par les services de CTC. Au crépuscule de ce vendredi, la panique hante encore les habitants sinistrés, qui ne savent où donner de la tête en voyant leurs maisons risquer ruines et en cherchant un endroit tranquille pour passer la nuit avec leurs enfants encore sous le choc. " Nous sommes vraiment dans le dilemme de garder nos maisons et les biens qui s'y trouvent à cause de l'insécurité et de trouver un endroit pour passer la nuit.

Le maire nous a promis de nous envoyer des tentes, mais ses promesses restent sans écho. Restent que deux tentes de l'association caritative du quartier", s'est plaint un citoyen en colère. Nous avons pris langue aussi avec un jeune homme qui prenait son couchage sous son aisselle en nous avançant : " Notre maison risquait ruines à tout moment, donc j'ai pris mon couchage et j'ai cherché un endroit paisible pour y passer la nuit à la belle étoile." Ces familles qui ont choisi de passer la nuit à la belle étoile nous ont dit que les tentes sont placées loin de notre quartier au stade communal de Mila et que celui qui n'est pas véhiculé ne peut pas se déplacer avec sa famille.

#### KAMEL BELDJOUË À MILA : " L'ÉTAT N'ABANDONNERA PAS SES CITOYENS.":

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamal Beldjoud, a affirmé vendredi à partir de Mila que "l'Etat n'abandonnera pas ses citoyens". "Ma présence aujourd'hui dans la wilaya, en compagnie de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, sur ordre du président de la République Abdelmadjid Tebboune, soucieux de la santé et de la sécurité des citoyens, consiste à constater les dégâts et à prendre les mesures adéquates", a souligné M. Beldjoud lors de sa visite à El Kherba, l'un des plus grands quartiers de la ville et le plus impacté par les deux secousses telluriques enregistrées dans la matinée à Mila. Expriment son soulagement du

fait qu'aucune perte humaine n'ait été déplorée, M. Beldjoud a assuré que "toutes les habitations endommagées par les secousses seront prises en charge progressivement".

Le ministre a également appelé les occupants des bâtisses affectées par les secousses telluriques à "accorder le temps nécessaire aux autorités en charge du contrôle des constructions de mener à bien leurs investigations pour déterminer l'étendue des dégâts et les priorités", réitérant l'engagement de l'Etat qui "n'abandonnera pas les citoyens en danger".

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a également exhorté les comités de quartier à coopérer avec les autorités locales afin de prendre en charge les besoins des personnes dont les habitations ont été touchées. De son côté, la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a assuré que son "département ministériel est à pied d'œuvre pour apporter le soutien nécessaire aux familles affectées par les séismes en plus d'un accompagnement psychologique et social en concertation avec les autorités locales".

Lors de leur déplacement dans la wilaya de Mila, M. Beldjoud et Mme Krikou se sont rendus dans le quartier El Kherba et prêté attention aux inquiétudes des habitants du quartier, axées principalement sur la nécessité de prendre en charge en urgence les personnes dont les maisons ont été endommagées par les deux tremblements de terre. Avant d'inspecter le barrage de Beni-Haroun, la délégation ministérielle s'est rendue à la vieille-ville de Mila pour constater les dégâts occasionnés par les deux secousses telluriques.

Pour rappel, le président de la République Abdelmadjid Tebboune, a ordonné au ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamal Beldjoud et à la



ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, de se rendre à Mila pour "suivre de près la situation suite aux deux tremblements de terre qui ont frappé la wilaya vendredi matin".

Le Président Tebboune a également demandé aux deux ministres de donner des instructions visant à déployer tous les moyens nécessaires pour venir en aide aux citoyens impactés. La wilaya de Mila a enregistré vendredi matin deux secousses telluriques de magnitude de 4,9 et 4,5 degrés sur l'échelle de Richter à 07h15 et 12h13 dont l'épicentre a été localisé à 2 km du sud-est de Hamala pour la première, et à 3 km au sud de Hamala pour la deuxième.

**UNE COMMISSION MINISTÉRIELLE DÉPÊCHÉE HIER À MILA:** Une commission ministérielle composée de trois ministres, à savoir le ministre des Ressources en eau, le ministre des Travaux publics et le ministre de l'Habitat. Chacun dans son secteur, chaque membre de cette commission a eu à constater les dégâts provoqués par les deux secousses telluriques ayant été

enregistrées ce vendredi à Mila. La première était d'une magnitude de 4.9 degré sur l'échelle de Richter et la seconde de 4.5 ayant eu lieu vers 12 heures et 15 minutes et qui a fait plus de dégâts que la première enregistrée vers 07 heures et quart du matin de ce vendredi.

Avant de visiter ces endroits sinistrés, les trois ministres ont animé une conférence de presse au niveau de la salle de conférences de la wilaya de Mila, puis ils ont rendu visite aux familles sinistrées en nombre de 79 abritées par 54 tentes installées au stade communal de Mila, le chef de daïra de Mila a affirmé, à son tour, que 150 tentes sont disponibles pour continuer à abriter les familles sinistrées ainsi que deux auberges de jeunes sont mis à leur disposition.

Le directeur du barrage de Béni-Haroun a affirmé que le barrage géant n'a pas été affecté et que cette structure hydraulique n'a pas subi une opération de videment. Le wali de Mila a rassuré les citoyens sinistrés que des commissions techniques fortes de plus de 80 ingénieurs ont reçu mission d'inspecter les bâtisses dégradées.

F. A.

KAMAL BELDJOUË :

## " Urger l'opération de recensement des familles sinistrés "

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamal Beldjoud a instruit vendredi en fin d'après midi à Mila les autorités locales à l'effet d'urger l'opération de recensement de familles impactées par les deux secousses telluriques qui ont ébranlé ce matin la wilaya de Mila.

" Le recensement des familles dont les habitations ont été affectées par les deux tremblements de terre doit se faire dans les meilleurs délais", a précisé M. Beldjoud lors d'une séance de travail avec les autorités locales de Mila, les chefs de daïra, les présidents des assemblées communales (APC) et des repré-

sentants de la société civile, à l'issue d'une visite sur les sites endommagés par les deux secousses telluriques.

M. Beldjoud qui était accompagné par la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, et ministre par intérim du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Kaoutar Krikou a relevé que "les familles sinistrées seront prises en charge sous tous les aspects" "J'ai visité les lieux et constaté les dégâts et je demande aux citoyens de faire preuve de patience et à l'administration d'accélérer le rythme pour la prise en charge des sinistrés", a encore souligné le ministre qui a ajouté que certaines

familles dont les maisons ont été détruites seront relogées dans les maisons de jeunes et dans des tentes "en attendant de les reloger dans des appartements".

Le ministre a révélé, lors de cette séance de travail qui s'est poursuivie à huis clos, que "des logements du programme en cours de réalisation à Mila seront affectés aux familles sinistrées" affirmant qu'une commission du ministère de l'Habitat "se déplacera demain samedi à Mila "pour se concerter avec les responsables locaux et arrêter un plan de travail devant accélérer le parachèvement de ces logements".

Ammar Zitouni

# L'Algérie face aux nouvelles mutations énergétiques en Méditerranée, à la concurrence et la baisse drastique du cours du gaz naturel

PAR : ABDERRAHMANE  
MEBTOUL

**En cette période où dominant les réseaux sociaux et l'information en temps réel, nos responsables doivent avoir une communication transparente, pour la crédibilité du pays, surtout sur un dossier sensible qui engage la sécurité nationale, les hydrocarbures, procurant 98% des recettes en devises au pays. Selon la majorité des experts internationaux en énergie une OPEP /GAZ n'est pas pour demain du fait de la segmentation du marché -gaz et de la prépondérance des canalisations avec un objectif régional .**

**L'**objet de cette présente contribution, par un discours de vérité, analyse les impacts des mutations gazières mondiales sur l'Algérie où la concurrence est acerbée et le prix de cession du gaz a connu une baisse de plus de 75% en 10 ans et procurant 33% des recettes de Sonatrach. Les pays de la méditerranée sont tous confrontés au problème de la sécurité énergétique. Il s'agit avant tout de renforcer la coopération notamment dans le domaine énergétique, étant un



élément fondamental de l'activité économique, un facteur de sécurité humaine, pouvant représenter un lien très fort entre le nord et le sud de la Méditerranée. Comme le note justement mon ami, le professeur Jean Louis Guigou, Délégué de l'IPIMED, il faut faire comprendre que, dans l'intérêt tant des américains que des Européens et de toutes les populations sud méditerranéennes, les frontières du marché commun de demain, les frontières de Schengen de demain, les frontières de la protection sociale de demain, les frontières des exigences environnementales de demain, doivent être au sud du Maroc, au sud de la Tunisie et de l'Algérie, et à l'Est du Liban, de la Syrie, de la Jordanie et de la Turquie passant par une paix durable au Moyen Orient les populations juives et arabes ayant une histoire millénaire de cohabitation pacifique. La situation géographique de l'Europe et la Méditerranée, est un couloir de transit important pour les marchés mondiaux de l'énergie et important carrefour pour les marchés énergétiques mondiaux. L'énergie apparaît donc aujourd'hui comme un puissant facteur de coopération et d'intégration entre les deux rives de la Méditerranée.

Le climat et l'énergie peuvent donc fournir le lien structurant qui permettra non seulement de concrétiser l'orgueil culturel méditerranéen dans la conception et la réalisation d'une suite de projets concrets, mais aussi de préparer l'élaboration d'un concept stratégique euro-africain. Mon ami, le polytechnicien Jean Pierre Hauet de KP Intelligence ( France) note avec justesse que " les marchés de la filière énergie - situation et perspectives que c'est que depuis à peine 10 ans, la scène énergétique s'anime à nouveau en Méditerranée avec au moins trois grands champs de manœuvre dont il est intéressant d'essayer de comprendre les tenants et d'anticiper les aboutissants. Il y aurait trois théâtres d'opérations.

Le premier théâtre est celui des énergies renouvelables (éolien, solaire à concentration, photovoltaïque) qui s'est caractérisé par le lancement de grandes initiatives fondées sur l'idée que le progrès technique dans les lignes de transport à courant continu permettrait de tirer parti de la

complémentarité entre les besoins en électricité des pays du Nord et les disponibilités en espace et en soleil des pays du Sud. On parlait alors de 400 M€ d'investissements et de la satisfaction de 15 % des besoins européens en électricité. Aujourd'hui le projet Desertec est plutôt en berne, du fait notamment du retrait de grands acteurs industriels, Siemens et Bosch, et du désaccord consommé entre la fondation Desertec et son bras armé industriel la Desertec Industrial Initiative (Dii).

La Dii poursuit ses ambitions d'intégration des réseaux européens, nord-africains et moyen-orientaux, cependant que la Fondation Desertec semble à présent privilégier les initiatives bilatérales au Cameroun, au Sénégal et en Arabie Saoudite. Le deuxième théâtre d'opérations est plus récent : il a trait à la découverte à partir de 2009, de ressources pétrolières et gazières en off shore profond, dans le bassin levantin en Méditerranée Est. Israël est le premier à avoir fait état de découvertes importantes sur les gisements de Dalit, Tamar et plus récemment de Léviathan. Ce dernier gisement, localisé sous la couche de sels messinienne, semble très important. Des forages sont en cours afin d'aller explorer les couches encore plus profondes qui pourraient contenir du pétrole. Chypre et la Grèce ont également trouvé des réserves apparemment considérables de gaz, toujours dans le même thème géologique qui était resté largement inexploré jusqu'à présent. Toujours selon l'auteur, Chypre, la Grèce et Israël ont reconnu leurs zones économiques exclusives en Méditerranée et le 8 août 2013 ont signé un mémorandum sur l'énergie qualifié d'historique, incluant notamment la construction d'une usine de GNL à Limassol et réalisation d'un câble de 2 000 MW entre Chypre et Israël.

Le troisième théâtre d'opérations a trait à la prospection et à la mise en valeur éventuelle des gaz de schiste dont le premier producteur sont les Etats Unis d'Amérique qui ont réussi à réduire depuis quelques années les coûts d'environ 50% les grands gisements sont rentables à un cours variant entre 35//40 dollars et les marginaux, un cours de 50/60 dollars. En 2018,

selon l'AIE nous avons la répartition suivante 33,1 % de pétrole, 27,0 % de charbon, 24,2 % de gaz naturel, 4,3 % de nucléaire et 11,5 % d'énergies renouvelables (hydroélectricité 6,5 %, éolien 2,2 %, biomasse et géothermie 1,0 %, solaire 1,1 %, agro-carburants 0,7 %). Concernant le gaz naturel se trouve sous la surface de la Terre et se compose principalement de méthane et d'autres hydrocarbures. Il est principalement utilisé pour la production d'électricité, le chauffage et comme gaz de cuisson. Le gaz peut également être utilisé pour la climatisation, l'éclairage et comme carburant de remplacement pour les véhicules. Le gaz naturel est considéré comme l'un des combustibles fossiles les plus propres car il émet moins de carbone (environ 50 % de moins que le charbon) et d'autres polluants comme les oxydes de soufre et d'azote. Nous avons deux types de gaz naturel sur le marché à savoir le gaz naturel et le gaz naturel liquéfié. Le gaz naturel est issu des combustibles fossiles et est composé de matières organiques en décomposition qui sont rejetées dans le sol depuis plusieurs centaines de millions d'années et est acheminé à travers les canalisations. Nous avons le gaz naturel liquéfié quant à lui est un gaz naturel qui a été changé à l'état liquide de manière à le transporter et le stocker plus facilement. En effet, les gisements de gaz naturel étant souvent éloignés d'une grande partie des consommateurs de cette énergie, son transport à l'état gazeux est risqué et coûte cher. Aussi et en le refroidissant, il est possible de le transformer en gaz naturel liquide. Il existe deux marchés principaux sur lesquels s'échange le gaz naturel mondial. Le plus important est le NYMEX ou New-York Mercantile Exchange situé aux Etats-Unis, et le second, le NBP ou National Balancing Point de l'Europe ou l'International Petroleum Exchange situé à Londres. Il existe d'autres marchés plus petits comme le TTF des Pays-Bas ou celui de Zeebrugge en Belgique. Entre 2018/2019, avant l'épidémie du coronavirus, selon Cedigaz, la demande a augmenté renforçant sa place dans le mix énergétique. En 2018, les flux internationaux de GNL ont représenté un volume estimé provisoirement à 311 Mt, selon Cedigaz, en hausse de 8,5 % par rapport à 2017. Le GNL représente aujourd'hui un tiers des échanges gaziers, la croissance des importations de GNL a été concentrée en Asie du nord-est (Chine et Corée du Sud), où le gaz joue un rôle accru pour la production d'électricité et le chauffage. La Chine contribue le plus fortement à la croissance de la demande de GNL mondiale, avec plus de 60 % de l'augmentation totale des échanges. Les réserves mondiales prouvées sur un total de 197.394 milliards de mètres cubes gazeux (données de 2018/2019) nous avons par ordre décroissant : Russie

47.800 milliards de mètres cubes, Iran 33.500, Qatar 24.300, USA 8.714, Arabie saoudite 8.602, Turkménistan 6061, Venezuela 5702, Nigeria 5.284, et Chine 5.194 et pour l'Algérie entre 2500 et 3000 selon la déclaration de l'actuel ministre de l'Energie avant sa nomination et le communiqué du conseil des ministres de 2014, les données de 4500 étant celles de BP des années 2000. Les 10 principaux pays producteurs de gaz naturel par ordre décroissant sont la Russie qui représente à elle seule 20 % de la production mondiale de gaz naturel et est également le plus gros exportateur, au deuxième rang avec la révolution du gaz de schiste étant devenu exportateur en Europe, les États-Unis d'Amérique, puis vient le Canada (troisième position) le Qatar quatrième position, l'Iran ayant été déclassé suite aux sanctions américaines, suivi de la Norvège, la Chine, l'Arabie Saoudite, et l'Algérie qui voient en neuvième position.

Ces données doivent être interprétées avec précaution car on peut découvrir des milliers de gisements, mais non rentables selon les normes financières fonction des coûts d'exploitation et de l'évolution du prix international lui-même fonction de la demande et de la concurrence des énergies substituables. Quant à certains experts qui parlent d'un marché OPEP gaz à l'image de l'OPEP pétrole, il y a lieu de souligner que le marché du gaz n'est pas en ce mois d'août 2020, un marché mondial mais un marché segmenté par zones géographiques alors que le marché pétrolier est homogène, du fait de la prépondérance des canalisations, étant impossible qu'il réponde aux mêmes critères, la solution étant une coopération au sein du FPEG qui est constitué de 11 pays membres (5 en Afrique (Algérie, Égypte, Guinée équatoriale, Libye, Nigéria) -2 au Moyen-Orient (Iran, Qatar) ; -3 en Amérique du Sud (Bolivie, Trinité-et-Tobago, Venezuela) et la Russie, 9 pays non-membres ayant un statut d'observateur : l'Angola, l'Azerbaïdjan, les Émirats arabes unis, l'Irak, le Kazakhstan, la Malaisie, la Norvège, Oman et le Pérou, les États-Unis, un des premiers producteurs mondiaux de gaz, ne font en revanche pas partie du FPEG.

Pour arriver un jour à un marché du gaz qui réponde aux normes boursières du pétrole (cotation journalière), il faudrait que la part du GNL passe de 30% à plus de 80%. D'ici là, car les investissements sont très lourds, tout dépendra de l'évolution entre 2020/ 2030/2040, de la demande en GNL qui sera fonction du nouveau modèle consommation énergétique mondial qui s'oriente vers la transition numérique et énergétique avec un accroissement de la part du renouvelable, de l'efficacité énergétique et entre 2030/2040 de l'hydrogène déclassera une grande part de l'énergie transitionnelle.

A. M.

SECOUSSES TELLURIQUES À MILA :

# Le barrage de Béni Haroun non affecté

**Le barrage de Beni Haroun, plus grand barrage d'eau en Algérie, situé à l'extrême nord de la wilaya de Mila, n'a été aucunement affecté par les deux secousses telluriques enregistrées vendredi matin dans la région, a affirmé le directeur par intérim de la direction des ressources en eau de Mila, Messaoud Lechhab.**



**BERRAKI : PAS DE DÉGÂTS OU DE DYSFONCTIONNEMENTS AU NIVEAU DU BARRAGE DE BÉNI HAROUN**

Le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki a tenu à rassurer les habitants de la wilaya de Mila et des régions adjacentes quant à la situation du barrage de Beni Haroun qui "n'a subi aucun dégât ou dysfonctionnement" suite au deux secousses telluriques enregistrées vendredi matin à Mila. "Je tiens à rassurer la population de la wilaya de Mila et les régions adjacentes que le barrage est actuellement à des niveaux élevés de sûreté et de sécurité et n'a subi aucun dégât suite à la secousse tellurique enregistrée vendredi matin (...), a déclaré à l'APS M. Berraki, affirmant que le barrage "est équipé des dernières technologies de diagnostic, de mesure et d'échantillonnage". "Les équipes techniques se trouvant sur les lieux n'ont enregistré aucun dysfonctionnement à travers les données examinées aujourd'hui", a-t-il poursuivi. Selon les résultats du diagnostic et des mesures effectués par les équipes techniques activant au niveau du barrage de manière quotidienne et permanente, "aucun dégât ou dysfonctionnement n'a été enregistré dans les données de diagnostic", a-t-il expliqué, affirmant que cette équipe "a été renforcée par une deuxième équipe de techniciens et d'experts ayant fait le déplacement depuis Alger au barrage de Beni Haroun pour la coordination de l'action".

Le ministre a réaffirmé que les grandes structures du secteur, à leur tête le barrage de Beni Haroun, ont été construites conformément à des études approfondies ayant pris des années pour relever les dysfonctionnements dus aux secousses telluriques, au glissement de terrain et autres phénomènes naturels.

Le directeur a relevé "l'absence de tout risque ou menace en lien avec le barrage de Beni Haroun" suite aux deux secousses ressenties dans la région de Hammala, rassurant que l'état du barrage est "stable" et "ne suscite pas d'inquiétude".

Il a encore souligné que "des équipes techniques contrôlent et vérifient actuellement le méga ouvrage hydraulique", rappelant que le barrage de Beni Haroun est doté "d'équipements de diagnostic très avancés et antisismiques".

A noter que la wilaya de Mila a enregistré vendredi deux secousses telluriques de magnitude de 4,9 et 4,5 degrés sur l'échelle de Richter à 07h15 et 12h13 dont l'épicentre a été localisé à 2 km Sud-Est de Hammala pour la première, et à 3 km au Sud de Hammala pour la deuxième.

La première secousse a été ressentie par les habitants des communes avoisinantes d'Ibn Ziad, Hamma Bouziane et Constantine notamment.

## EFFONDREMENT TOTAL DE TROIS HABITATIONS ET D'AUTRES LÉZARDÉES

Les deux séismes de moyenne intensité qui ont ébranlé vendredi matin la wilaya de Mila ont provoqué l'effondrement total de trois (3) habitations et des lézardes sur les piliers et les façades d'autres résidences dans plusieurs communes, sans occasionner toutefois, de pertes humaines, a-t-on appris de la direction locale de la protection civile.

Selon la même source, les deux séismes ayant provoqué l'effondrement total de deux maisons situées dans la vieille ville et une autre habitation composée de 4 étages dans le quartier El Kherba, au chef-lieu, en plus des fissures sur la chaussée de ce même quartier sur une distance de 500 mètres, ont également poussé les citoyens à sortir de leurs foyers.

Les deux secousses ont provoqué en outre des fissures sur des piliers et des murs ainsi que des effondrements partiels de 15

maisons de la vieille ville, 11 autres dans le quartier El Kherba et 5 dans le quartier Kasr El Ma dans la commune de Mila, a-t-on souligné.

De son côté, Abdellah Sellai, directeur local des travaux publics, a affirmé à l'APS que les deux secousses ont provoqué la chute d'une grande quantité de pierres sans qu'aucun dégât ne soit enregistré, rappelant que "dans le cadre d'une opération préalable effectuée hier jeudi, cette route a fait l'objet d'une fermeture partielle pour les besoins des travaux d'évacuation des pierres qui menacent les usagers de cet axe routier".

Il a ajouté dans ce contexte, que "les services de la direction des travaux publics sont intervenues sur les lieux pour enlever les pierres qui sont tombées".

Pour rappel, une première secousse tellurique de magnitude de 4,9 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistrée vendredi matin à 07h15 dans la wilaya de Mila. Son épicentre a été localisé à 2 km au Sud-Est de

Hammala. Une nouvelle secousse de magnitude de 4,5 sur l'échelle de Richter a été enregistrée à 12h13. Son épicentre a été localisé à 3 km au Sud de Hammala. Ces deux séismes interviennent trois semaines après une première secousse tellurique enregistrée dans la wilaya de Mila, dont l'épicentre avait été localisé à Sidi Marouane, à l'issue duquel l'inspection menée par les services du contrôle technique des constructions (CTC) ont classé les résidences qui avaient été fissurées au niveau de la vieille ville dans la case orange, ont rapporté les services de la protection civile. La direction de la protection civile a indiqué par ailleurs qu'à la suite d'une secousse enregistrée la semaine dernière, des lézardes ont été signalées dans plusieurs maisons dans les communes de Teleghema, Terai Bainen, Bouhatem, Athmania et Chelghoum Laid, en plus de chutes de pierres sur la RN 27 reliant les wilayas de Mila et de Jijel.

OUARGLA:

## Une expérience pilote de culture de la citronnelle et de la Stevia

Des résultats "encourageants" reflétés par un "bon rendement" ont été obtenus dans une expérience pilote pour développer la culture de la citronnelle et de la Stevia au niveau d'une exploitation agricole privée dans la daïra d'El-Hedjira (100 km au Nord d'Ouargla), a-t-on appris mercredi de l'initiateur de l'expérience.

Ce type de cultures condimentaires, aromatiques et médicinales, a enregistré, depuis son intégration il y a près de quatre ans à Ouargla, des résultats positifs en matière de plantation de ces herbes aromatiques, que ce soit quantitativement que qualitativement, a révélé Lazhar Miloud Belmahdi.

Selon l'initiateur de cette expérience, la superficie dédiée à la culture de citronnelle est passé de 200 m<sup>2</sup> de 5.000 m<sup>2</sup> avec un rendement jugé comme un "bon indicateur" pour le développement de la culture de cette espèce utilisée notamment comme ingrédient culinaire, dans différentes recettes répondant aux besoins des

végétariens et aidant à la digestion et au soulagement des douleurs rhumatismales.

La culture de stevia, considérée comme l'une des meilleures alternatives naturelles et diététiques au sucre où le sucre raffiné, a enregistré elle aussi des résultats "probants", selon M. Belmahdi.

La stevia (plante originaire d'Amérique du Sud), dont la semence est importée du Paraguay notamment, est cultivée dans des bassins en vue de créer un microclimat adéquat à la croissance de la plante, tout en garantissant les conditions climatologiques favorables dans cette zone saharienne, a-t-il poursuivi.

Cultivée aujourd'hui dans plusieurs pays, la Stevia est utilisée généralement comme un complément alimentaire, édulcorant de table et pour sucrer certains produits alimentaires, telles que les boissons, a-t-il fait savoir.

Compatibles avec les régimes de diabétiques et de diètes, les extraits de Stevia, qui ne contiennent pas de calories, de glucides, ni de cholestérol (la Stevia

est environ 250 à 300 fois plus sucrée que le sucre avec 0 calorie), sont commercialisés dans le monde sous diverses formes (feuilles sèches, poudre, liquide ou autres). De même, une expérience de culture du Moringa, appelée l'arbre de vie pour ses vertus thérapeutiques permettant un bon fonctionnement du système immunitaire, a donné également des résultats "probants", au fil des dernières années, ouvrant des perspectives "prometteuses" à son extension, a ajouté M. Belmahdi.

Pour cet investisseur, l'encouragement de la culture des plantes aromatiques et condimentaires devrait contribuer au développement des industries agroalimentaires, pharmaceutiques et parapharmaceutiques, dès lors que toutes les conditions (climatiques et culturelles) sont réunies, avant de soulever le problème de leur commercialisation.

Couvrant une superficie totale de plus de 20 hectares, attribuée dans le cadre de la circulaire interministérielle n 108 du 23 février 2011 relative à la création de nou-

velles exploitations agricoles et d'élevage, cette exploitation agricole est spécialisée, entre autres, dans la phoeniculture, la céréaliculture sous pivots, l'arboriculture fruitière, les cultures fourragères, l'aquaculture, ainsi que la culture de plantes aromatiques et condimentaires, à l'instar de la Citronnelle, la Stevia et le Moringa.

Le propriétaire de cette exploitation localisée au niveau du périmètre agricole de Hassi-Maamar (périphérie Est de la daïra d'El-Hadjira), prévoit également le développement de la culture du blé tendre et de l'orge ainsi que la réalisation d'un atelier pour le traitement des plantes aromatiques et la fabrication des dérivés du palmier dattier.

Pour cela, il sollicite les autorités de la wilaya pour l'aider à réaliser ses projets, afin de bénéficier d'une extension de terrain et d'accélérer les procédures relatives au lancement des travaux de réalisation de son atelier au niveau de la zone jouxtant l'intersection de la RN-3 entre El-Hedjira, Touggourt et Ouargla.

SAHARA OCCIDENTAL:

# Le "Sahara occidental" est l'appellation consacrée dans toutes les résolutions internationales

**L'Ambassadeur d'Algérie en Serbie, Abdelhamid Chebchoub, a réaffirmé que l'appellation du "Sahara occidental" est consacrée dans tous les textes et résolutions des organisations internationales, qualifiant de "trompeur" le terme "Sahara marocain" utilisé par Rabat.**



Dans une mise au point, publiée par le quotidien serbe "Politika", M. Chebchoub a dénoncé "les propos mensongers" de l'ambassadeur du Maroc à Belgrade qui, s'est "écarté des usages diplomatiques qu'exige sa fonction", pour participer dans un entretien au même journal, paru le 24 juillet, à une campagne de propagande contre l'Algérie, usant de mensonges et de contre-vérités pour tromper l'opinion publique serbe. Dans sa réponse à ces propos à caractère fallacieux notamment sur la question du Sahara occidental, M. Chebchoub a souligné d'abord, qu'en usant du "qualificatif trompeur de Sahara marocain" contrairement au nom consacré de Sahara occidental, stipulé dans toutes les résolutions des Nations unies, l'ambassadeur marocain à Belgrade, tente d'embarquer le lecteur dans une fausse piste.

Le "Sahara occidental" est l'appellation consacrée dans tous les textes et résolutions des organisations internationales y compris la Résolution 2468", a tenu à rappeler le diplomate algérien.

Et d'ajouter : "le droit à l'auto-

détermination du peuple du Sahara occidental que l'ambassadeur évite de citer, est bien inscrit dans le texte de la Résolution 2468. Il constitue un droit imprescriptible des peuples sous domination coloniale et le fondement de la recherche d'une solution à ce conflit".

De plus, l'affirmation par l'ambassadeur marocain que le Conseil de sécurité a pris en considération "le plan marocain d'autonomie" à l'exclusion de tout autre, "est grossièrement fautive car les résolutions des Nations unies citent également la proposition de règlement soumise par le Polisario", a ajouté M. Chebchoub.

L'ambassadeur du Maroc, dans son stratagème de tromper le lecteur, qualifie péjorativement le Polisario de "groupe armé" alors que la communauté internationale le considère comme le représentant du peuple sahraoui, a précisé l'ambassadeur d'Algérie à Belgrade.

"Dans le conflit du Sahara

occidental, l'Algérie, Etat voisin, a participé, comme la Mauritanie, aux tables rondes organisées par les Nations unies entre les deux parties au conflit, le Maroc et le Polisario.

Désigner l'Algérie comme une partie au conflit est un raccourci facile que l'ambassadeur a utilisé pour travestir la réalité", a déploré M. Chebchoub.

S'agissant des accusations infondées de violation des droits de l'Homme dans les camps des réfugiés sahraouis, M. Chebchoub a rappelé à l'adresse de son homologue marocain que "ces populations ont fui la brutalité de l'occupation militaire marocaine. De plus, c'est bien le Maroc qui entrave l'action de la mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental (MINURSO) et s'oppose à l'élargissement du mandat de cette mission à la protection des droits de l'Homme", a-t-il ajouté.

"Les camps de réfugiés sahraouis en Algérie sont ouverts aux organismes de défense des

droits de l'Homme et aux médias internationaux, alors que le territoire occupé du Sahara occidental leur est fermé depuis longtemps", a relevé le diplomate algérien. Selon l'ambassadeur d'Algérie en Serbie, la grande supercherie que l'ambassadeur du Maroc tente de commercialiser en Serbie, c'est cet "amalgame entretenu sciemment entre la question du Kosovo et celle de la question du Sahara occidental".

Le Maroc exploite toutes les occasions pour souligner "la convergence de vues entre le Maroc et la Serbie sur le principe de respect de l'intégrité territoriale des Etats" en laissant croire que sous ce vocable, la Serbie soutient l'annexion du Sahara occidental par le Maroc, a-t-il encore dit. "L'étudiant en première année de droit international sait que le concept d'intégrité territoriale est lié à celui des frontières internationalement reconnues. Or les frontières internationalement reconnues du Maroc n'englobent pas le Sahara occidental, alors que le Kosovo est partie intégrante de la Serbie", a-t-il précisé pour lever toute équivoque à ce sujet.

"Il est triste à constater que l'ambassadeur du Maroc utilise les colonnes d'un quotidien serbe pour transposer dans ce pays ami, le déchainement de haine qui anime les médias marocains contre l'Algérie", a regretté M. Chebchoub. Mais s'est dit convaincu que le lecteur serbe, dont la capitale du pays, Belgrade, reste pour les peuples africains, l'un des symboles de la lutte anticoloniale, aura, de lui-même, sans doute, relevé l'absurdité des propos de l'ambassadeur du Maroc.

TUNISIE:

## L'Etat tunisien incapable d'"assurer les salaires, l'eau et l'électricité"? Faux, répond sa banque centrale

Les indicateurs financiers sont restés à des seuils raisonnables et les réserves en devise du pays couvrent aisément 136 jours d'importation", a assuré le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie sur Jawhara FM. Selon lui, l'Etat est en mesure de payer les salaires ainsi que de fournir eau et électricité. Tandis que le président de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) tunisienne Rached Ghannouchi a déclaré que l'Etat pourrait ne plus payer les salaires et fournir l'eau et l'électricité, le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie Marouane Abassi affirme qu'il y a assez de liquidités pour que le l'Etat s'acquitte de ses obligations. Il a répondu à la polémique jeudi 6 août sur Jawhara FM, soulignant qu'il n'y avait nulle crainte quant à la fourniture d'eau et d'électricité. "Les indicateurs financiers sont restés à des seuils raisonnables et les réserves en devise du pays couvrent aisément 136 jours d'importation, soit une hausse de 46 jours par rapport à l'année dernière", a déclaré M. Abassi, annonçant que même les déficits des balances commerciales et des paiements avaient baissé, respectivement de 3,5% et 8,8%, a-t-il précisé. Le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie est catégorique: "Il n'existe aucun problème de liquidité pouvant empêcher l'Etat de payer les salaires des fonctionnaires [800.000 au total, ndlr] des mois d'août, septembre et octobre". Dans le même sens, il a dit que l'Etat continuerait à fournir "normalement l'eau potable et l'électricité". Enfin, dans le contexte de la crise économique générée par le Covid-19 qui impacte particulièrement les secteurs de l'industrie et du tourisme, Marouane Abassi a appelé les Tunisiens à "rationaliser leur consommation et à garder un bon rendement au travail pour que l'économie du pays puisse continuer à fonctionner correctement".

### LES DÉCLARATIONS DE RACHED GHANNOUCHI

Le 5 août, lors d'une réception au siège de son parti Ennahdha, le président de l'ARP a déclaré que l'Etat était dans un tel état de déficit qu'il pourrait ne plus subvenir aux besoins de la population. L'eau, l'électricité et les salaires des fonctionnaires ont notamment été évoqués. "Le plus grand problème auquel fait face le gouvernement est la situation économique et sociale à cause du nombre croissant de pauvres et de démunis", a souligné M. Ghannouchi, prévenant qu'"il y a un risque que l'Etat ne puisse plus payer les salaires des fonctionnaires et fournir l'eau et l'électricité à la population". Selon lui, l'exclusion sociale que certains (sans les nommer) pratiquent dans le pays et la dévalorisation (d'un point de vue moral) de l'importance du travail sont les deux principales raisons de la crise économique que traverse la Tunisie.

MAROC-AFFAIRES DES ÉCOUTES:

## Appel à la libération d'Omar Radi

Le Comité pour la libération des détenus d'opinion et la défense de la liberté d'expression au Maroc a exprimé sa protestation contre l'arrestation du journaliste et militant des droits de l'homme Omar Radi, appelant à sa libération immédiate. "Le Comité tient à exprimer sa protestation indignée contre l'arrestation du journaliste et défenseur des Droits Humains Omar Radi", a déploré le Comité dans un communiqué rendu public.

Mercredi dernier, les autorités marocaines ont arrêté Omar Radi, journaliste primé pour ses articles d'investigation, et l'ont mis en examen pour espionnage et viol.

L'arrestation de ce militant, déjà espionné par les autorités de son pays via un logiciel israélien, survient après que la police l'ait convoqué 12 fois au cours du mois dernier pour des séances d'interrogatoire.

Le Comité a exprimé son "soutien sans réserve" au journaliste Omar Radi " prisonnier d'opinion qui paie un prix fort pour le travail de journaliste d'investigation professionnel qu'il a mené concernant des affaires de corruption des pouvoirs publics.

Pour le Comité, Omar Radi a été la cible des autorités marocaines en raison de " ses opinions politiques critiques concernant les différents aspects de la tyrannie qui caracté-

rise le cadre politique dominant, et sa lutte pour soutenir les droits des couches défavorisées".

Le Comité a précisé "qu'il ne demandait pas seulement la libération immédiate du militant et journaliste Omar Radi", mais aussi la cessation des "différents types d'harcellement auquel il est soumis, entre autres les campagnes de diffamation et d'insultes d'une certaine presse" à son encontre.

Omar Radi que les autorités marocaines ont exposé sciemment à la vindicte populaire, a subi une campagne de "salissage" pendant plusieurs semaines orchestrées par des médias à la solde du régime marocain.

Dans ce sens, le Comité a exprimé sa "vive condamnation des organes de caniveau" qu'il qualifie de presse "people" et qui "enrégimentent des pseudos-journalistes (...) pour procéder à des meurtres symboliques d'opposants et de critiques".

Le Comité a salué, en revanche, les journalistes qui ont publié le manifeste " Journalistes marocains contre la presse de diffamation".

Dans son communiqué, Il a dénoncé le recours des autorités marocaines à des accusations à caractère sexuel pour justifier les arrestations de journalistes et d'opposants, soulignant que cette méthode est "révélatrice

de l'indigence d'esprit de ceux qui l'utilisent, et qu'elle ne trompe plus personne".

A ce propos, le Comité a rendu un hommage aux ONG " qui n'accordent aucun crédit à la version officielle avancée pour justifier l'arrestation d'Omar Radi, et qui ont ainsi émis des communiqués exprimant leurs doutes et leurs critiques contre la répression des journalistes".

L'arrestation d'Omar Radi a fait réagir de nombreuses ONG à l'instar d'Amnesty international et Humain Right Watch qui ont dénoncé publiquement les allégations du gouvernement marocain et déploré ouvertement les violations des droits de l'Homme au Maroc.

Le Comité a appelé enfin "les associations des Droits Humains, les instances politiques et les organisations syndicales, ainsi que les associations de défense des droits des femmes et les organisations de jeunes, qui s'opposent à l'arbitraire et à l'oppression et qui aspirent à un Maroc du respect des droits et des libertés à serrer les rangs pour donner encore plus de force à la lutte pour la libération des détenus d'opinion".

Le militant Omar Radi restera derrière les barreaux jusqu'au 22 septembre, date fixée pour sa première audition devant un juge d'instruction.

LE QUOTIDIEN  
D'ORAN  
**Les sinistrés  
des incendies  
de forêts  
seront  
indemnisés**

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, a affirmé que l'Etat indemnisera les sinistrés des feux de forêts après les expertises de terrain au niveau des wilayas touchées, mettant en garde contre les déclarations mensongères pour bénéficier des indemnités. L'Etat indemnisera les sinistrés des feux de forêts sur la base des expertises de terrain au niveau des wilayas concernées, a précisé M. Beldjoud à la presse mercredi dernier, à l'issue de la réunion du Comité d'évaluation des dégâts des feux de forêts, présidée par le Premier ministre Abdelaziz Djerad. A ce propos, le ministre a affirmé que les déclarations de sinistre seront minutieusement vérifiées et toute manœuvre de fraude sera sanctionnée conformément à la loi. Assurant que l'Etat aidera les sinistrés, M. Beldjoud dira que l'indemnisation sera financière suivant la valeur des biens perdus, comme les arbres fruitiers, les ruches d'abeilles ou autres.

AFP

**Rome débloque  
25 milliards  
d'euros pour  
soutenir son  
économie**

Le gouvernement italien a adopté vendredi soir un décret contenant une série de mesures d'un montant de 25 milliards d'euros pour soutenir l'économie de la péninsule, durement affectée par la pandémie du nouveau coronavirus. Parmi les principales mesures de ce décret adopté en Conseil des ministres, qui compte pas moins de 103 articles, figure notamment l'étalement sur deux ans du paiement des impôts qui avaient été suspendus en mars, avril et mai en raison de la pandémie. Avec ce nouveau décret, "nous protégeons l'emploi, nous soutenons les travailleurs, nous allégeons les échéances fiscales, nous aidons les régions, les collectivités locales et le Sud. Nous continuons à soutenir les citoyens, les entreprises et les travailleurs", a estimé le Premier ministre Giuseppe Conte lors d'une conférence de presse à l'issue du Conseil des ministres. Les licenciements ne pourront intervenir qu'après 18 semaines de chômage technique ou 4 mois de déductions fiscales pour les entreprises ayant fait retourner leurs salariés au travail. Une fiscalité plus avantageuse sera mise en place pour les régions du sud du pays, notoirement moins développées. Les entreprises ayant des activités dans le Mezzogiorno bénéficieront ainsi d'une déduction de 30% des cotisations sociales du 1er octobre au 31 décembre 2020.

LE COURRIER D'ALGÉRIE

# L'Algérie au chevet du Liban



**Quatre avions de l'Armée nationale populaire ont décollé, jeudi dernier, de l'aéroport militaire de Boufarik (Blida) transportant des aides alimentaires et médicales au profit des victimes de la double-explosion, survenue au port de Beyrouth (Liban), mercredi matin.**

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, qui a donné le coup d'envoi de cette opération de solidarité et d'assistance a réitéré la solidarité de l'Algérie avec le Liban frère durant cette épreuve difficile, affirmant la solidarité des Algériens, Gouvernement et peuple, avec le peuple libanais dans les meilleurs moments comme dans les plus difficiles. « Depuis que nous avons appris cette terrible nouvelle, le président de la République a décidé, en coordination avec son confrère, le Président Michel Aoun, l'envoi immédiat d'aides au peuple libanais frère pour alléger sa douleur », a déclaré Djerad, ajoutant que cette initia-

tive de l'Etat algérien avec la participation du Croissant rouge algérien (CRA) « reflète encore une fois la solidarité de l'Algérie avec tous ses frères arabes et musulmans durant les moments difficiles ». Le Premier ministre, qui était accompagné de la présidente du CRA, Saïda Benhabib, a rappelé la profondeur des relations historiques et fraternelles entre l'Algérie et le Liban, donnant des instructions aux équipes de secouristes algériens afin de ne ménager aucun effort pour porter assistance à leurs frères sinistrés à Beyrouth. A noter également que la délégation algérienne est composée d'une équipe de pompiers constituée de 20 médecins et

infirmiers spécialisés en médecine de catastrophe et 15 techniciens spécialisés en management et logistique. Il s'agit également d'une équipe de médecins composée de 12 médecins spécialistes en chirurgie et réanimation et une équipe de 5 secouristes relevant du CRA. Les aides envoyées à Beyrouth sont constituées de denrées alimentaires, de produits médicaux, de matériels médicaux et pharmaceutiques, de lits, de couvertures et de tentes. Outre ces 4 avions, un navire algérien, chargé de matériaux de construction pour contribuer à la reconstruction de ce qui a été détruit par l'explosion, devra également larguer les amarres en direction de ce pays.

CHALLENGE.FR

## L'Allemagne et la France quittent les négociations sur la réforme de l'OMS

La France et l'Allemagne ont quitté les pourparlers sur la réforme de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), frustrés par la volonté des Etats-Unis de diriger les négociations, malgré la décision de Washington de quitter l'organisation, a-t-on appris auprès de trois sources officielles. Cette décision représente un revers pour Donald Trump car Washington, qui assure la présidence tournante du G7, espérait délivrer une feuille de route commune pour une refonte en profondeur de l'OMS en septembre, deux mois avant l'élection présidentielle aux Etats-Unis. Le pays a annoncé en juillet à l'OMS son intention de quitter l'organisation dans un an, Donald Trump accusant l'agence onusienne d'avoir fait preuve d'une trop grande proximité avec la Chine et



d'avoir mal géré la pandémie de coronavirus. "Personne ne veut être entraîné dans un processus de réforme par un pays qui vient juste de quitter l'OMS", a déclaré un haut responsable européen impliqué dans les discussions. Les ministères de la Santé allemand et français ont confirmé à Reuters que les deux pays s'opposaient à la volonté américaine de piloter les discussions.

Interrogé sur la position de Paris et Berlin, un haut responsable de l'administration américaine a déclaré : "Tous les membres du G7 soutiennent explicitement le principe des réformes. Cependant, il est regrettable que l'Allemagne et la France aient choisi en fin de compte de ne pas rejoindre le groupe pour valider la feuille de route."

BUSINESS INSIDER FR  
**3 statistiques  
qui montrent  
que le rebond  
de l'économie  
française va  
être difficile**

Pour commencer, le déficit commercial s'est creusé au deuxième trimestre, pour atteindre 20,4 milliards d'euros, selon les Douanes. C'est 6,9 milliards d'euros de plus qu'au premier trimestre. Et le mois de juin a enregistré un déficit mensuel record de 8 milliards. "En juin 2020, la reprise des échanges entamée en mai se poursuit. Le redressement des importations étant un peu supérieur à celui des exportations, le déficit continue de s'accroître pour atteindre un nouveau record mensuel", précise un communiqué cité par l'AFP.

**DÉFICIT COMMERCIAL  
DE 34 MDSE AU PREMIER  
SEMESTRE**

Les exportations de la France, qui ont dévissé de 28,9% d'avril à juin, reflètent notamment les difficultés du secteur aéronautique, dévasté par la crise du coronavirus. Or l'industrie aéronautique et spatiale constitue le premier secteur exportateur du pays, avec un excédent commercial de 31 milliards d'euros en 2019, rappelle Les Echos. "Près de la moitié de la baisse des exportations s'explique par la chute dans le secteur des transports (-59,9%)",



relève les Douanes. Les ventes à l'étranger de produits aéronautiques et spatiaux se sont notamment écroulés de 64,2% au deuxième trimestre.

Au total, sur le premier semestre, le déficit commercial de la France s'établit à 34 milliards d'euros, contre 29 milliards d'euros sur les six premiers mois de 2019.

**42% DES PME ONT  
DEMANDÉ UN CRÉDIT DE  
TRÉSORERIE AU  
DEUXIÈME TRIMESTRE**

Signe que les entreprises françaises éprouvent d'importantes difficultés, les demandes de crédit de trésorerie se sont envolées au deuxième trimestre, selon des statistiques publiées le 4 août par la Banque de France. Ainsi, 42% des PME ont effectué une demande, après 17% entre janvier et mars, contre 6% lors des trimestres précédant la crise sanitaire. Les très petites entreprises (TPE) de moins de dix salariés sont de leur côté 28% à avoir fait une demande de crédit de trésorerie, contre 13% au premier trimestre et là encore 6% d'ordinaire.



LIBAN:

# Le bilan de l'explosion du port de Beyrouth atteint 154 morts

**Le bilan de l'explosion qui a détruit une grande partie du port de Beyrouth a encore augmenté pour atteindre 154 morts, rapporte vendredi l'agence de presse officielle NNA en citant le ministre de la Santé libanais.**

Le ministre, Hamad Hasan, a déclaré qu'environ 20% des quelque 5.000 personnes blessées par l'explosion de mardi avaient nécessité une hospitalisation et que 120 d'entre elles se trouvaient dans un état grave, ajoute la même source.

Dans un précédent bilan, le ministère libanais de la santé a indiqué jeudi qu'au moins 137 personnes ont été tuées et 5.000 autres blessées dans la gigantesque explosion dévastatrice dans le port de Beyrouth survenue mardi. Au moins 16 fonctionnaires du port de Beyrouth et des autorités douanières ont été placés en détention dans le cadre de l'enquête sur l'explosion, selon le procureur militaire, Fadi Akiki. Il s'agit de "responsables du conseil d'administration du port de Beyrouth et de l'administration des douanes, et des responsables des travaux d'entretien et des (ouvriers) ayant effectué des travaux dans le hangar numéro 12", où étaient stockées les tonnes de nitrate d'ammonium, a précisé le procureur militaire Fadi Akiki dans un communiqué.



## INTERPOL ENVOIE UNE ÉQUIPE D'EXPERTS À BEYROUTH

Interpol a annoncé vendredi envoyer une équipe d'experts internationaux spécialisée dans l'identification des victimes sur le site des deux explosions meurtrières de Beyrouth, à la demande des autorités libanaises. Plusieurs jours après le drame, qui a fait plus de 100 morts et des milliers de blessés, de nombreuses personnes sont toujours portées disparues, souligne dans un communiqué l'organisation internationale de coopération policière basée à Lyon, dans le centre-est de la France. "La ville, le pays, et d'innombrables familles, restent sous le choc", relève son secrétaire général Jürgen Stock, cité dans le communiqué. "L'expérience

d'Interpol peut apporter une aide précieuse aux autorités du pays et nous continuerons de fournir toute l'assistance nécessaire au Liban", poursuit-il. Les experts des IRT (Incident Response Teams) d'Interpol sont déployés sur le terrain à la demande de ses pays membres lorsque surviennent des catastrophes naturelles, des accidents ou des attentats.

L'an dernier, une IRT était ainsi intervenue à Nairobi après l'attentat meurtrier en janvier contre un complexe hôtelier dans la capitale kenyane et, en mars, en Éthiopie, après le crash d'un vol d'Ethiopian Airlines peu après son décollage d'Addis-Abeba. Interpol avait établi en 1984 le premier guide destiné à l'identification des victimes.

LE HEZBOLLAH " NIE

## CATÉGORIQUEMENT " AVOIR TOUT " ENTREPÔT D'ARMES " DANS LE PORT DE BEYROUTH

Le chef du mouvement libanais du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a " nié catégoriquement " vendredi que son organisation possédait un " entrepôt d'armes " dans le port de Beyrouth, secoué par une explosion meurtrière et destructrice. " Je nie totalement, catégoriquement, qu'il y ait quoi que ce soit à nous dans le port, ni entrepôt d'armes, ni entrepôt de missiles (...) ni une bombe, ni une balle, ni nitrate " d'ammonium, a martelé le chef du Hezbollah dans une allocution télévisée, après des accusations dans les médias ou au sein de l'opinion publique pointant du doigt l'influent mouvement chiite libanais. L'explosion dans le port de Beyrouth mardi a fait plus de 150 morts et 5 000 blessés. Elle a été provoquée selon les autorités par plusieurs tonnes de nitrate d'ammonium stockées depuis six ans dans un entrepôt " sans mesures de précaution ", de l'aveu même du premier ministre. En visite à Beyrouth jeudi, le président français Emmanuel Macron a réclamé une enquête internationale " transparente ". Il a rencontré des représentants des principales forces politiques, dont le Hezbollah, et appelé à " changer le système " et arrêter " la division du Liban ". Déplorant une " tragédie humaine " après le drame du port, M. Nasrallah a salué la visite de M. Macron. " Nous regardons positivement toute assistance et toute expres-

sion de sympathie envers le Liban, et toute visite au Liban ces jours-ci, surtout si elle s'inscrit dans le contexte de l'aide au Liban et du rassemblement ", a souligné M. Nasrallah. Une source judiciaire a rapporté vendredi cinq nouvelles arrestations parmi les fonctionnaires des douanes et du port, notamment des ingénieurs, portant à 21 le nombre total de personnes placées en détention provisoire. " Si l'armée a la confiance de tous les Libanais et des forces politiques et des leaders politiques, allez-y, chargez l'armée libanaise de mener l'enquête et d'annoncer les résultats, si vous dites que vous avez confiance en elle ", a souligné vendredi M. Nasrallah.

" Si dans ce dossier, l'État libanais et la classe politique, que ce soit le pouvoir ou l'opposition, ne réussissent pas à obtenir de résultat dans l'enquête et n'arrivent pas à traduire en justice " les responsables, " cela signifie qu'il n'y a pas d'espoir de construire un État " au Liban.

Poids lourd de la vie politique libanaise, seule faction à ne pas avoir abandonné son arsenal militaire au sortir de la guerre civile (1975-1990), le Hezbollah est un grand ennemi du voisin israélien. L'organisation chiite libanaise, soutenue par Téhéran, intervient militairement dans le conflit en Syrie voisine au côté du régime de Bachar al-Assad. Dans la Syrie en guerre, des positions du Hezbollah et ses convois d'armes ont été pris pour cible par des bombardements israéliens ces dernières années.

PRÉSIDENTIELLE IVOIRIENNE:

## Ouattara candidat, un sacrifice au goût amer pour l'opposition

C'est désormais officiel, Alassane Ouattara est, pour la troisième fois, en lice pour un mandat présidentiel en Côte d'Ivoire. Le chef de l'État sortant de 78 ans évoque un cas de force majeure pour justifier sa candidature que l'opposition, de son côté, juge anticonstitutionnelle. "Je suis candidat à l'élection présidentielle du 31 octobre 2020. Je peux vous assurer que cette décision, mûrement réfléchie, est un devoir que j'accepte dans l'intérêt supérieur de la nation, afin de continuer de mettre, sans relâche, mon expérience au service de notre pays." C'est désormais chose faite! Le Président ivoirien Alassane Dramane Ouattara (ADO), 78 ans, a annoncé lui-même sa candidature à sa propre succession, dans une allocution diffusée le 6 août au soir sur la télévision ivoirienne.

Depuis le décès, le 8 juillet dernier, de son Premier ministre et dauphin désigné Amadou Gon Coulibaly, les partisans et le parti d'ADO, le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), le priaient de se représenter. Il vient de leur répondre par l'affirmative, à la veille du 60e anniversaire de l'indépendance de la Côte d'Ivoire. Certainement pas une coïncidence.

### UN "SACRIFICE" POUR LA NATION

Le 5 mars dernier, devant les parlementaires ivoiriens, Alassane Ouattara avait pourtant solennellement annoncé son intention de ne pas rempiler à la tête de l'État et, surtout, de transférer le pou-

voir à la jeune génération. Sa décision avait été saluée un peu partout sur le continent africain -qui connaît une "poussée de fièvre du troisième mandat" (mandats brigüés après les deux que permettent les constitutions dans nombre de ces pays)- et au-delà. Pour justifier sa volte-face qu'il a présentée comme "un vrai sacrifice", le Président sortant évoque un "cas de force majeure" né, bien sûr, de la disparition d'Amadou Gon Coulibaly en qui le RHDP avait placé tous ses espoirs de conserver le pouvoir dont il tient les rênes depuis 2011. Mais pas que cela. "Les défis auxquels nous sommes confrontés pour le maintien de la paix, la sécurité nationale et sous-régionale ainsi que la nécessité de juguler la crise sanitaire; le risque que tous les acquis, après tant d'efforts et de sacrifices consentis par toute la population, soient compromis; le risque que notre pays recule dans bien des domaines: tout cela m'amène à reconsidérer ma position", a poursuivi le Président ivoirien. Problème: l'opposition juge anticonstitutionnelle cette aspiration à un troisième mandat, la Constitution ivoirienne en limitant le nombre à deux. Le scénario a déjà été observé -avec succès- dans d'autres pays africains.

De nouvelles constitutions, dépourvues d'effet rétroactif, ont permis à des dirigeants en poste de rempiler en faisant repartir le compteur à zéro. C'est notamment le cas dans le Tchad d'Idriss Deby, après la promulgation de la Constitution de 2018.

### LA CONSTITUTION BALLOTÉE

L'ancien Président Henri Konan Bédié, le plus grand rival d'Alassane Ouattara (en plus de l'autre ancien Président Laurent Gbagbo) et postulant, lui aussi, à 86 ans, à la magistrature suprême, est formel: toute nouvelle candidature de l'actuel chef d'État "serait illégale". Mais pour le ministre d'État et secrétaire général de la présidence Patrick Achi, réagissant le 6 août (dans la foulée de l'annonce d'Alassane Ouattara) sur une chaîne de télévision française, il ne s'agirait en réalité, en cas d'élection, pas d'un troisième mandat pour Alassane Ouattara mais plutôt du premier. En effet, Patrick Achi a argué du fait qu'avec la nouvelle Constitution de 2016, approuvée à 93% par les Ivoiriens, les compteurs seraient remis à zéro et par conséquent, Alassane Ouattara briguerait en octobre son "premier mandat de la troisième République". Face à cet imbroglio, l'analyste politique Mamadou Habib Karamoko, interrogé par Sputnik, conseille de ne pas "sombrier dans le juridisme". "En 2010 et même avant, la Côte d'Ivoire a sombré dans le chaos pour des raisons d'interprétation des lois. Ce qu'il faut savoir, c'est que les questions juridiques sont d'une élasticité incroyable que chacun fait ployer en fonction de ses intérêts ou de sa compréhension. Le Président Alassane Ouattara, s'appuyant sur ses experts, estime que la Constitution lui permet de se présenter. L'opposition émet un avis contraire. Retenons juste qu'en dernier ressort, il revient au Conseil constitutionnel de trancher. Et il serait souhaitable

que sa décision soit acceptée de tous et que le meilleur gagne", a-t-il déclaré. Pour Mamadou Habib Karamoko, à moins de trois mois de la présidentielle, plutôt que de "s'arc-bouter" sur ce débat de l'éligibilité, l'opposition gagnerait à "affûter ses armes et à proposer une offre politique de qualité aux Ivoiriens".

### UN NOUVEAU RISQUE DE TROUBLES MAJEURS

En Côte d'Ivoire, le souvenir des violences postélectorales de 2010-2011, et des plus de 3.000 morts qu'elles ont occasionnés, demeure vivace dans les esprits. Ils sont nombreux ces Ivoiriens qui observent, inquiets, les événements politiques de ces derniers mois avec un sentiment de déjà-vu. Si Alassane Ouattara affirme que "toutes les conditions sont réunies pour que l'élection présidentielle à venir soit transparente, juste, ouverte et également apaisée", l'opposition, elle, est loin de partager cet avis. Celle-ci réclame, entre autres, une Commission électorale indépendante (CEI) plus consensuelle. Lors de la présidentielle de 2010, la CEI, la structure chargée d'organiser le scrutin en Côte d'Ivoire, avait été au cœur des contestations qui avaient débouché sur la crise postélectorale. Cette dernière s'était déclenchée après que le Président sortant, Laurent Gbagbo, reconnu vainqueur par le Conseil constitutionnel, et Alassane Ouattara (soutenu en ce temps-là par Henri Konan Bédié), proclamé comme tel par la CEI, avaient chacun revendiqué la victoire.

DES ANTIVACCINS À BOLSONARO:

# Les "coronasceptiques" à travers le monde

**Alors que la perspective d'une seconde vague de pandémie alimente les craintes de nouveaux confinements en Europe et ailleurs, la colère grandit parmi les partisans d'un relâchement des mesures de restrictions contre le nouveau coronavirus.**

Des supporters de football aux complottistes d'extrême droite en passant par des chefs d'Etat, voici un aperçu de ceux qui protestent.

## "PENSEURS NON-CONFORMISTES"

Le mouvement "Querdenken-711" ou "Penseurs non-conformistes-711", apparu à Stuttgart, en Allemagne, a été initié par Michael Ballweg, entrepreneur en informatique sans étiquette politique.

Il a commencé à organiser des manifestations contre les restrictions liées au Covid-19 dès la mi-avril, quelques jours avant que l'Allemagne, qui n'a jamais connu un confinement strict, ne commence à les assouplir.

Ses partisans rassemblent un mélange hétéroclite de personnes se qualifiant de "libres penseurs", de militants antivaccins,



conspirationnistes ou encore sympathisants d'extrême droite.

Ils s'insurgent contre la "dictature" des mesures autour du nouveau coronavirus ressenties comme une entrave à leur liberté garantie dans la Constitution.

Quelque 20.000 personnes ont défilé à Berlin début août, la plupart sans masque et sans respecter les gestes barrières, obligeant la police à dissoudre la manifestation.

"Querdenken-711" -711 est l'indicatif téléphonique de Stuttgart - prévoit de nouveaux rassemblements locaux ce week-end et une autre manifestation dans la capitale allemande le 29 août.

Un mouvement similaire, encore de faible ampleur, est apparu aux Pays-Bas, où des supporters ultras de foot se sont joints aux défilés, cherchant ouvertement la confrontation avec la police.

Un groupe s'appelant "Virus vérité" est codirigé par l'ancien professeur de biochimie et de danse Willem Engel, qui revendique le droit de remettre en

question les décisions des autorités sanitaires.

A Londres, des dizaines de personnes ont protesté en juillet contre l'obligation de porter un masque dans les magasins et supermarchés anglais.

## CONTRÔLER LES ESPRITS"

Quelques centaines de "coronasceptiques" ont également défilé à Bucarest, tenant des icônes religieuses, le drapeau national et des pancartes "Je crois en DIEU, pas dans le Covid". A Madrid, quelques dizaines de personnes sans masque se sont rassemblées le 12 juillet aux cris de "no a la dictadura" avec des pancartes anti-masques, anti-vaccins et anti-5G. La police a rapidement dispersé le rassemblement, non autorisé, dans ce pays où les mesures sanitaires, parmi les plus strictes d'Europe, bénéficient d'un large soutien de l'opinion.

## LEADERS ANTI-COVID

Certains leaders politiques n'ont également pas caché leur

scepticisme. Le président brésilien Jair Bolsonaro s'est opposé aux mesures de confinement, malgré qu'il a été lui-même testé positif et placé trois semaines en quarantaine le mois dernier.

La semaine dernière, lors de son premier événement public depuis sa maladie, il a salué une foule de supporters en retirant son masque sous les acclamations. Aux Etats-Unis, le président Donald Trump s'était jusqu'à mi-juillet catégoriquement opposé à son port. De nombreux shérifs se sont aussi opposés dans leurs comtés à son port imposé par les Etats.

En Italie, le leader d'extrême droite Matteo Salvini a été largement critiqué la semaine dernière après s'être exprimé au Sénat sans masque, déclarant que "saluer avec les coudes est la fin de la race humaine". Il a depuis fait marche arrière, affirmant que les masques devraient être portés "quand c'est nécessaire".

## DAVANTAGE DE RESTRICTIONS

A l'inverse, certains citoyens sont descendus dans la rue pour exprimer leur mécontentement face à l'incapacité de leur gouvernement à imposer des mesures plus strictes.

La Serbie a connu une brève mais intense explosion de colère début juillet, des manifestants accusant le président Aleksandar Vucic d'avoir facilité une nouvelle vague d'infections en déconfinant trop rapidement à l'occasion des élections générales, largement gagnées par son parti conservateur.

En Suède, qui a adopté une approche plus souple dans la lutte contre le virus, une poignée de manifestants ont réclamé la mise en place de mesures plus strictes.

ETATS-UNIS:

## Un important modèle de prévision prédit près de 300.000 décès au 1<sup>er</sup> décembre

L'Institut de métrologie et d'évaluation de la santé (IHME) de l'Université de Washington estime que près de 300.000 Américains pourraient succomber au nouveau coronavirus d'ici le 1er décembre.

Selon ses prévisions dévoilées jeudi, on devrait ainsi recenser 295.011 décès dus au COVID-19 d'ici le 1er décembre, sur la base du scénario de projection actuel.

"Toutefois, à partir d'aujourd'hui, si 95% des Américains portaient un masque en quittant leur domicile, ce nombre total diminuerait à 228.271 décès (...) Et plus de 66.000 vies seraient sauvées", a-t-il souligné.

Début mai, l'IHME avait prédit que les Etats-Unis compteraient 134.000 décès dus au COVID-19 d'ici début août. En date du 7 août, le pays comptait 160.000 décès, selon les données de l'Université Johns Hopkins.

Les masques et autres mesures de protection contre la transmission du virus sont essentiels pour éviter une contamination, mais l'utilisation incohérente de ces mesu-

res par la population constitue un problème grave, a déclaré le directeur de l'IHME, Christopher Murray. "On assiste à des montagnes russes aux Etats-Unis", a-t-il noté.

"Il semble que les gens portent des masques et pratiquent plus fréquemment la distanciation sociale à mesure que les infections augmentent, puis après un certain temps, lorsque les infections diminuent, les gens baissent leur garde et cessent de prendre ces mesures pour se protéger et protéger les autres - ce qui, bien sûr, entraîne une augmentation des infections. Et ce cycle potentiellement mortel recommence".

Le Dr Murray a noté qu'il semblait y avoir moins de transmission du virus en Arizona, en Californie, en Floride et au Texas, mais que le nombre de décès augmentait et qu'il continuera d'augmenter pendant la semaine ou les deux semaines à venir.

La baisse des infections semble être due à la combinaison de décisions locales requérant l'utilisation du masque, la fermeture de bars et de restaurants, ainsi qu'un comporte-

ment plus responsable du public. Le nombre des cas d'infection confirmés aux Etats-Unis est de plus de 4,9 millions et les décès ont dépassé la barre des 160.000 en date de vendredi après-midi, selon l'Université Johns Hopkins. Des experts ont averti que les chiffres réels pourraient être beaucoup plus élevés en raison de la pénurie de tests, de nombreux cas non signalés et de transmissions asymptomatiques. Le Dr Deborah Birx, coordinatrice du groupe de travail sur les coronavirus à la Maison Blanche, a déclaré que les Etats-Unis se trouvaient dans une "nouvelle phase" de leur lutte contre la pandémie. "Nous constatons qu'aujourd'hui est différent de mars et avril", a-t-elle déclaré. Selon l'agence Chine nouvelle, Stanley Perlman, professeur de microbiologie et d'immunologie à l'Université de l'Iowa, a estimé que le virus mortel était plus répandu que lorsqu'il s'est implanté dans le pays en début d'année. "Les mesures d'atténuation doivent être liées à l'étendue de l'infection et à la rapidité de la propagation", a-t-il noté.

## UN NOUVEAU MOYEN DE COMBATTRE LE CORONAVIRUS : Trouaille des chercheurs russes

Des doctorants de l'université nationale de recherche nucléaire MEPhI (Institut d'ingénierie physique de Moscou) ont créé un dispositif à LED pour soigner sans risque les maladies graves, y compris le Covid-19, informe le service de presse de l'université à Sputnik. Le dispositif mis au point par les étudiants en doctorat à l'Institut d'ingénierie physique de biomédecine (IFIB) du MEPhI, Artem Chabanov, Denis Gletchik et Alexei Nekhorochev, se fonde sur l'usage de la méthode photodynamique, qui consiste à envoyer un rayonnement sur de grandes surfaces issues des ondes rouges du spectre. Cette méthode avait été développée par l'Institut de diagnostic et de traitement des tumeurs, souligne Viktor Lochtenov, professeur de l'Institut d'ingénierie physique de biomédecine et responsable de la chaire des micro-, nano- et biotechnologies laser du MEPhI. "C'est une nouvelle méthode de traitement fondée sur les photosensibilisateurs. Ils sont introduits dans l'organisme du patient pour être capturés par les virus et, sous l'effet du rayonnement, tuer ces derniers. Les photosensibilisateurs désactivent les cellules immunocompétentes responsables du choc cytokinique, permettant ainsi d'éviter une réaction mortellement dangereuse du système immunitaire de l'organisme au virus. La méthode photodynamique est très efficace avec un minimum d'effets secondaires, et n'entraîne pratiquement aucune complication", explique-t-il à Sputnik. D'après lui, il n'existait pas encore de dispositifs permettant d'utiliser un rayonnement de densité, de puissance et d'énergie suffisantes sans nuisance pour le patient. Les systèmes existants avaient une puissance de 1,5 W, mais c'était insuffisant: il fallait pratiquement décupler la puissance, au moins jusqu'à 12 W. "Le travail n'était pas simple car les instituts et les laboratoires étaient fermés à cause de la pandémie. Les doctorants ont amené les imprimantes 3D dans leur résidence universitaire, toutes les questions étaient débattues en ligne. Les étudiants n'ont pas simplement élaboré, mais également préparé des appareils d'une puissance de 12 W conformément aux strictes exigences médicales de sécurité, qui ont été immédiatement installés à la Première université de médecine Setchenov de Moscou sur la base de la clinique centrale n°1", précise Viktor Lochtenov. Ce dernier déclare que plus de 40 personnes contaminées par le coronavirus ont été soignées avec la nouvelle méthode. Immédiatement après le rayonnement, on constatait chez les patients une hausse de la saturation d'oxygène dans le sang, la douleur dans les poumons disparaissait et ils retrouvaient leur odorat. La guérison de ce groupe s'est déroulée bien plus rapidement que chez les patients qui n'étaient pas soumis au rayonnement. "En doctorat à l'institut IFIB de photonique biomédicale, nous étudions les méthodes d'utilisation de la technique laser, spectroscopique et vidéo-fluorescente dans les recherches biomédicales et dans le traitement des patients. Nous formons des chercheurs capables de développer de nouvelles méthodes de diagnostic et des appareils médicaux sophistiqués pour soigner et prévenir les maladies cancéreuses, auto-immunitaires et virales, l'athérosclérose, ainsi que les infections résistantes aux antibiotiques.

**40** SELON le bilan présenté par le ministre de l'Intérieur, les feux de forêts ayant touché 40 wilayas à l'Est, l'Ouest et même au Sud ont ravagé à ce jour quelque 10.000 hectares d'arbres forestiers, dont 1.000 hectares de récoltes agricoles, 50 arbres fruitiers, 3.600 palmiers, 457 ruches d'abeilles, 120 têtes ovines, 10 têtes bovines et 2.000 poules.

EXPLOSION DE BEYROUTH :

## Où est passé le navire ayant apporté le nitrate d'ammonium à Beyrouth ?

Le navire Rhosus, dont les stocks de nitrate d'ammonium auraient provoqué l'explosion du 4 août au port de Beyrouth, a coulé début 2018. Voici les détails du sort de ce bâtiment révélés par le New York Times. En se basant sur des images satellites, des photos et des données sur le déplacement des navires, le New York Times a retracé le sort du navire Rhosus à bord duquel près de 2.700 tonnes de nitrate d'ammonium sont arrivés en 2013 à Beyrouth. Le quotidien a localisé ce navire coulé depuis 2018. Le corps chimique, stocké depuis quelques années au port de Beyrouth, aurait provoqué le 4 août 2020 l'explosion dévastatrice. Elle a emporté la vie de plus de 150 personnes et en a blessé près de 5.000 autres en détruisant ou endommageant des dizaines de bâtiments et véhicules.

### DERNIER VOYAGE

Ainsi, selon le New York Times, en septembre 2013, le Rhosus a entrepris son dernier voyage depuis Batoumi, en Géorgie. Le navire aurait dû transporter sa cargaison au Mozambique, mais le capitaine a reçu l'ordre de faire une escale imprévue à Beyrouth pour prendre du fret supplémentaire. Le capitaine Boris Prokochev a expliqué qu'ils avaient besoin de gagner de l'argent supplémentaire pour payer leur passage à travers le canal de Suez. Selon les avocats des créanciers du navire, la cargaison supplémentaire était censée être transportée en Jordanie.

**SUBMERSION DU NAVIRE**  
À Beyrouth, les autorités portuaires ont saisi le navire après avoir constaté de multiples défaillances techniques, selon un article de la presse maritime de 2014. Une photo prise en 2014 montre le capitaine avec certains des sacs de nitrate d'ammonium dans le port. Ces sacs correspondent à ceux photographiés plus tard dans l'entrepôt qui a finalement explosé le 4 août. Les images ont été rendues publiques par une journaliste libanaise sur Twitter après l'incident. En outre, le nom de l'entreprise apparaît aussi sur les sacs: Rustavi Azot L.L.C. de Géorgie. Ce nom figure également sur les documents d'expédition de 2013 pour le voyage. Toujours selon le

New York Times, une photo satellite montre qu'il n'y avait pas de cargaison sur le navire en 2015. Selon des journalistes, en février 2018, le navire a commencé à couler. Il est complètement passé sous l'eau en quelques jours dans la partie nord du port. Cela n'a pas perturbé la circulation maritime. Le nitrate d'ammonium a été stocké dans un entrepôt à environ 450 mètres de l'endroit où le navire a coulé. Le Président du Liban a déclaré que, depuis 2013, plusieurs administrations avaient reçu des avertissements concernant les matériaux depuis le navire Rhosus. Une enquête est en cours et 20 responsables du port ont été arrêtés.

Sputnik



OUARGLA:

## Réception de deux hôpitaux à Touggourt avant la fin de l'année

Deux nouvelles structures hospitalières en cours de réalisation dans la wilaya déléguée de Touggourt (60 km au nord d'Ouargla) seront réceptionnées avant la fin de l'année en cours, a-t-on appris samedi des services de la wilaya. Ces deux structures concernent un hôpital de 240 lits au chef-lieu de wilaya déléguée de Touggourt ainsi qu'un autre de 60 lits dans la commune de Témacine, a-t-on précisé. "Nous sommes en train de suivre le projet de l'hôpital de 240 lits

qui accuse un retard dans sa réalisation", a affirmé le wali d'Ouargla, Aboubakr Essedik Boucetta, dans une déclaration à la presse, en marge d'une récente visite de terrain d'évaluation de projets de développement dans la wilaya déléguée de Touggourt. Il a précisé que les travaux de réalisation de cet établissement de santé ont atteint un taux d'avancement avoisinant les 95%, tandis que son équipement est à 60%. Une fois opérationnel, l'hôpital de Touggourt per-

mettra de renforcer sensiblement les prestations médicales dans la région et soulagera l'Etablissement public hospitalier EPH-Slimane Amirat de Touggourt, a-t-on souligné. Occupant une superficie totale de 60.000 m<sup>2</sup>, ce projet qui entre dans le cadre d'un partenariat algero-chinois, disposera d'une bâtisse de trois étages, composée notamment d'un service des urgences, d'un autre de réanimation et de soins intensifs, un bloc opératoire, des laboratoires d'analyses et des unités d'hospi-

talisation, selon sa fiche technique. L'hôpital de Témacine est lui aussi au stade des "dernières retouches", a ajouté la même source, signalant que son équipement sera entamé incessamment. Ces structures de santé devront permettre de répondre à l'attente des populations des agglomérations précitées ainsi que des localités avoisinantes, et leur assurer une bonne couverture sanitaire, estiment les services de la wilaya.

Ammar Zitouni

### Post scriptum

Par B. Chellali

L'analyste et spécialiste des questions sécuritaires, Mokhtar Saïd Medioni, jeudi sur les ondes de la Radio algérienne chaîne 3 dans son émission "L'invité de la rédaction", s'est exprimé pour axer ses propos sur la situation politique en Algérie. Une analyse dont l'objectif est de déchiffrer les signes des manœuvres de déstabilisation du pays qui seraient autant d'indices pour prédire un complot imminent. Il s'agit comme le signale Mokhtar Saïd Medioni d'une campagne planifiée parce que "l'Algérie nouvelle dérange des parties étrangères qui n'hésitent pas de menacer la stabilité du pays en fomentant des problèmes internes". Les vérités que portent cette analyse vont donc dans le sens d'éclairer l'opinion publique sur ce qui se trame à l'intérieur et à l'extérieur contre le pays : complot, manœuvres de déstabilisation, tentatives de semer la discorde et la division. Ce qui fait dire à M. Medioni que les plus hautes autorités du pays accusent et ordonnent des enquêtes et investigations annoncées officiellement par le président de la République lui-même. Il estime par ailleurs, qu'il y a trop de coïncidence dans

## Mokhtar Saïd Medioni : "C'est un complot contre l'Etat algérien"

une période assez courte : les incendies de forêts qui ont été déclenchés à la veille de l'Aïd El-Adha, le manque de liquidités alors que c'est faux. "Il n'y a jamais eu de problème de liquidités mais c'était intentionnel pour faire bouger le petit peuple qui attend son salaire ou sa pension de retraite, les coupures d'électricité et d'eau un peu partout à travers le pays" comme il cible certains responsables qui poussent à ce que les gens ne respectent les mesures de prévention dans le but d'augmenter le nombre de personnes affectées par la Covid-19 et aussi créer le problème de liquidités qui n'en est pas un, "c'était un problème de management", explique-t-il, ajoutant que "tout était planifié, coordonné. Il y a des parties à l'étranger et des responsables à l'intérieur de ces nébuleuses qui veulent à tout prix mettre le pays à genoux". A ce propos, Il avertit en disant : "Attention à la contre-révolution qui porte atteinte aux acquis du Hirak du 22 février". Allant plus profondément dans son analyse, ce spécialiste souligne que l'argent sale qui a été amassé par l'isaaba qui se trouve aujourd'hui en détention est en

train d'être utilisé. "L'argent ne manque pas pour faire bouger certaines organisations à l'extérieur pour créer le chaos en Algérie. Cet argent sale continue de fonctionner pour essayer de soulever certains problèmes qui ne sont pas et de freiner la marche du redressement". Mais d'aucuns continuent à ne pas comprendre que le Président Tebboune a pris ses fonctions avec l'arrivée de la pandémie du Coronavirus (Covid-19) alors du le gouvernement est en train d'y faire face de façon exemplaire à travers le monde pour freiner un peu cette épidémie et ses conséquences sur le plan social et économique. Cela dérange et brûle les cartes de déstabilisation du pays. Ils sont passés à des actes". Il espère que les commissions d'enquêtes ordonnées par le chef de l'Etat feront "la lumière" sur ce qui s'est vraiment passé surtout que "c'est pour la première fois en Algérie, de donner au moins les noms de ces gens qui sont responsables de ce qui a été provoqué ces derniers temps". Pour M. Medioni "c'est un complot contre l'Etat algérien parce que tout n'est pas hasard en si peu de temps de voir surgir ces problèmes pour essayer de met-

tre en colère la population". "Ca n'arrive pas comme ça, a-t-il insisté en pointant un doigt accusateur sur certaines parties étrangères qui s'agitent contre le pays, allant jusqu'à citer nommément des Etats qu'il accuse d'être directement ou indirectement impliqués ; Il fait référence au mouvement Rached. "Rached est une nébuleuse des Frères musulmans, des Frères musulmans soutenus par le Qatar, la main de la Turquie qui est aussi derrière. Rached, c'est un ramassis de terroristes du GIA., des islamistes e l'ex-FIS, des égorgés d'enfants et de femmes, de soi-disant hommes d'affaires qui ont pillé l'Algérie en s'appropriant des milliers de dollars des banques nationales et qui sont poursuivis actuellement par la justice algérienne". L'analyste regrette d'entendre l'Europe parler de cette lutte contre le terrorisme alors qu'elle héberge les plus grands dirigeants du terrorisme. "Cette hypocrisie politique du Parlement européen et des européens en général ne fait plus croire au discours anti-terroriste surtout que c'est l'Europe qui le dit finalement.

B. C.